

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 283/03

AMR 34/060/2003 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / EXÉCUTION EXTRAJUDICIAIRE PRESUMÉE

GUATÉMALA

Amílcar Méndez (h)

Angélica Macario (f)

Tomás Guarcas (h)

ainsi que les autres membres du *Consejo de Comunidades Étnicas "Runujel Junam"* (CERJ, Conseil des communautés ethniques "Nous sommes tous égaux")

personne tuée :

Eusebio Macario (h)

Londres, le 2 octobre 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité d'Amílcar Méndez, le fondateur du *Consejo de Comunidades Étnicas "Runujel Junam"* (CERJ, Conseil des communautés ethniques "Nous sommes tous égaux"), une organisation œuvrant pour les droits des populations indigènes, par celle de Tomás Guarcas et d'Angélica Macario, deux coordonnateurs du CERJ, ainsi que par celle des autres membres de cette organisation. Eusebio Macario, le père d'Angélica Macario également coordonnateur du CERJ, a été assassiné le 27 septembre dernier.

Eusebio Macario, l'un des membres fondateurs du CERJ, a été tué le 27 septembre vers 19 heures près de sa maison, située dans le village de Chulumal, Chichicastenago (département d'El Quiché). Il aurait été abattu de huit balles par des inconnus tandis qu'il marchait près de son domicile. Le 1^{er} octobre, Amílcar Méndez a reçu un appel anonyme sur son téléphone portable et a été menacé en ces termes : « *On a déjà rendu justice avec Eusebio, va te plaindre au procureur, ce fils de pute, et aux Yankees, ces fils de putes* ».

Il est à craindre qu'Eusebio Macario n'ait été assassiné en représailles à l'action menée par le CERJ en faveur des victimes de la guerre civile qui a ravagé le Guatemala au début des années 1980. L'armée guatémaltèque et ses alliés civils, les *Patrulleros de Autodefensa Civil* (PAC, Patrouilles d'autodéfense civile), avaient alors exécuté ou fait « disparaître » plusieurs dizaines de milliers d'habitants des campagnes et d'indigènes qui n'étaient pas engagés dans le conflit. Le CERJ cherche à obtenir réparation pour ces victimes.

Selon certaines informations, lors d'une réunion de campagne tenue environ deux semaines avant sa mort, Eusebio Macario s'était publiquement disputé avec un candidat au poste de maire de la localité qui représentait le parti au pouvoir, le *Frente Republicano Guatemalteco* (FRG, Front républicain guatémaltèque). Deux jours après, il aurait été suivi par une voiture dépourvue de plaques d'immatriculation. Le 21 septembre, Eusebio Macario et d'autres membres du CERJ avaient organisé une réunion d'information sur le droit à réparation dont jouissent les victimes du conflit. Cinq jours plus tard, trois inconnus auraient demandé à un certain nombre de villageois qui les avait mobilisés au sujet des réparations et d'autres questions touchant aux droits humains.

Amnesty International craint qu'Amílcar Méndez, Angélica Macario et Tomás Guarcas ne soient particulièrement exposés à de nouveaux actes de représailles du fait qu'il s'agit de trois figures de proue du CERJ.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les membres du *Consejo de Comunidades Étnicas "Runujel Junam"* (CERJ, Conseil des communautés ethniques "Nous sommes tous égaux") sont depuis longtemps en butte à des violations de leurs droits fondamentaux. L'organisation pense que ces récents agissements sont le fait d'anciens membres des *Patrulleros de Autodefensa Civil* (PAC, Patrouilles d'autodéfense civile). Pendant le conflit armé, ces groupes paramilitaires opéraient aux côtés de l'armée et se sont rendus coupables d'atteintes flagrantes aux droits humains. Ils ont été déclarés illégaux en vertu des accords de paix qui ont mis fin au conflit, lesquels prévoyaient également leur démantèlement. Or, d'anciens chefs de patrouille continuent d'exercer leur autorité dans de nombreuses localités ; par ailleurs, certaines atteintes perpétrées après la guerre ont été attribuées à des patrouilles ayant repris leurs activités.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous profondément préoccupé par l'homicide dont a été victime Eusebio Macario, un coordonnateur du *Consejo de Comunidades Étnicas "Runujel Junam"* (CERJ, Conseil des communautés ethniques "Nous sommes tous égaux"), et par les menaces de mort qui auraient été proférées contre Amílcar Méndez, le fondateur de cette organisation ;
- faites part de votre grande inquiétude quant à la sécurité d'Amílcar Méndez, d'Angélica Macario et de Tomás Guarcas, ainsi que celle des autres membres du CERJ ;
- appelez les autorités guatémaltèques à prendre des mesures adéquates en vue d'assurer la sécurité de ces personnes, conformément à leurs souhaits ;
- exhortez les pouvoirs publics à ouvrir sans délai une enquête indépendante et exhaustive sur l'homicide dont Eusebio Macario a été victime, à rendre publiques les conclusions de ces investigations et à traduire en justice les responsables présumés ;
- rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener ces activités sans restriction ni craintes de représailles ;
- demandez au gouvernement de mettre en œuvre les accords de paix et de s'acquitter pleinement de ses obligations en apportant réparation et assistance aux personnes victimes de violations des droits humains pendant la guerre civile, comme le prévoient les accords.

APPELS À :

Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
6^a Avenida "A" 4-41, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 238 3579

Formule d'appel : *Excelentísimo Señor Presidente,* /
Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Adolfo Reyes Calderón
Ministro de Gobernación
6^a Avenida 4-64, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 362 0239

Formule d'appel : *Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

Directeur général de la Policía Nacional Civil (PNC, police nationale civile) :

Director General de la Policía Nacional Civil
6^a Avenida 13-71, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 251 9382

Formule d'appel : *Señor Director General,* / Monsieur le
Directeur Général,

Procureure spéciale chargée des défenseurs des droits humains :

Licenciada Telma de Lam
Fiscal Especial en activistas de derechos humanos
7ta Avenida 11-20 Zona 1 Segundo Nivel
Unidad de Fiscalía Especial Nro. 2
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Tel./fax : +502 230 5296 / 230 5306

Formule d'appel : *Estimada Señora,* / Madame,

COPIES À :

Procureur des droits humains :

Lic. Sergio Morales
Procurador de Derechos Humanos
Procuraduría de los Derechos Humanos
12 Avenida 12-72, Zona 1
Ciudad de Guatemala 01001, Guatemala

Fax : +502 230 0874 / 76 / 77 / 78 / 238 1734 (Si un
correspondant décroche, veuillez dire : « fax, por favor »)

Formule d'appel : *Señor Procurador,* / Monsieur le
Procureur,

Organisation de défense des droits des populations indigènes :

Consejo de Comunidades Étnicas "Runujel Junam" (CERJ)
10 Avda. 10-44, zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 755 1672

Journal :

Diario Prensa Libre
13 Calle 9-31, Zona 1
Ciudad de Guatemala 01001, Guatemala
Fax : +502 251 8768 / 230 2193 / 230 2257

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 13 NOVEMBRE 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.